

François Hollande joue les VRP auprès des investisseurs étrangers

LE MONDE | 18.02.2014 à 11h12 | Par Bastien Bonnefous

François Hollande aura rarement autant parlé anglais que ces derniers jours. « *Il le faut, pour l'attractivité !* », répond l'ancien élève de HEC quand on le lui fait remarquer. Après son voyage aux Etats-Unis du 10 au 14 février, durant lequel il a conversé dans la langue de l'habitant avec Barack Obama ainsi qu'avec un aréopage de patrons de la Silicon Valley, le président de la République a récidivé lundi 17 février en France en consacrant sa journée aux investisseurs étrangers.

« *La France sait être attirante* », a répété le chef de l'Etat toute la journée. Arpentant les travées de l'antenne française basée à Chartres du danois Novo Nordisk, il jubile presque des résultats du leader mondial de production d'insuline. La multinationale, championne du traitement contre le diabète, est le bon élève rêvé à l'école hollandaise : 371 millions d'euros de chiffre d'affaires pour son site chartrain, dont 60 millions investis depuis 2012, et 150 emplois créés en 2013, portant à 900 le nombre total de salariés. Le tout, malgré la crise...

« LA FRANCE N'A PAS PEUR DES CAPITAUX »

Pendant une heure, le président a supervisé en blouse blanche et surchaussures la chaîne de montage des cartouches d'insuline fabriquées sur place et exportées sur toute la planète. A plusieurs reprises, celui qui se revendique depuis septembre 2013 « *président des entreprises* » s'est enquis auprès du directeur général danois de ses besoins en développement. « *Vous avez des problèmes de recrutement par rapport aux qualifications que vous demandez ? A quel niveau vous recrutez ?* », a questionné le chef de l'Etat. Ici, les salariés travaillent sept jours sur sept, 24 heures sur 24, en vertu d'un accord interne passé entre la direction et les syndicats. L'occasion pour le social-démocrate Hollande de vanter la « *flexisécurité* » danoise adaptée à l'industrie pharmaceutique chartraine.

Cette visite se voulait l'illustration in situ du message présidentiel lancé quelques heures auparavant à l'Elysée, lors de la mise en place du premier « *conseil stratégique de l'attractivité* ». En présence des patrons des plus grands groupes industriels mondiaux (dont Nestlé, Bosch, Siemens, Samsung), le chef de l'Etat a plaidé pour que ce super conseil d'administration planétaire pesant 850 milliards d'euros de chiffres d'affaires cumulés, en investisse une partie dans l'économie française après une année 2013 morose en la matière.

Pour cela, il a annoncé des mesures visant à simplifier la venue de ces poids lourds dans l'Hexagone. « *On a formulé, j'espère, les réponses qu'ils attendaient* », a résumé François Hollande qui martèle : « *La France n'a pas peur des capitaux qui viennent s'investir.* »

Le président peut se réjouir : à Chartres comme à Paris, tous ses interlocuteurs étrangers de la journée ont « entendu parler » de son pacte de responsabilité et tous

considèrent que c'est « *une bonne perspective* », affirme-t-il. Mais il en faudra plus pour parachever l'opération séduction. « *Le problème majeur des investisseurs étrangers, c'est l'instabilité française, explique-t-on à l'Elysée. Il faut donc leur assurer une stabilité des règles et du système fiscal sur le long terme* ».

Pour que son pacte soit un succès, le chef de l'Etat sait qu'il devra avant tout convaincre les patrons français de le signer. Alors que le Medef est censé présenter avant la fin du mois ses contreparties en échange de l'exonération des cotisations familiales pour les entreprises, l'Elysée n'évoque plus un chiffrage préalable du nombre d'emplois créés, réfutant toute « *logique comptable* ». « *En revanche, par branches, le patronat est capable de donner des objectifs* », estime l'entourage du président.

Ce compromis social suffira-t-il pour faire taire les critiques de ceux qui dans la majorité s'émeuvent de voir l'ancien « *adversaire de la finance* » s'afficher avec des représentants de fonds qataris ou chinois à quelques semaines des municipales ? « *Nous ne demandons pas le soutien du patronat, ce ne serait pas la bonne démarche. En revanche, nous avons besoin du soutien de la majorité, ce n'est pas du tout la même chose* », prévient-on à la présidence. Pas besoin de traduire, le message est très clair.